



# Hervé Legros (Alila) : « Raccourcir les délais »

Le PDG du groupe Alila va proposer des mesures pour relancer la construction et l'immobilier au ministre et à l'Elysée.

## *Propos recueillis par*

Les résultats de Alila ont été très bons en 2019, comme depuis plusieurs années ?

Nous sommes en croissance à deux chiffres depuis plus de dix ans. Nous passons des paliers chaque année. C'est dû à notre positionnement, à notre croissance organique au niveau national. Alila, c'est treize agences dans dix régions. Nous sommes Lyonnais, mais nous nous sommes aussi positionnés sur d'autres régions depuis six ans : Paris, Bordeaux, Lille, Strasbourg... Et ça se ressent sur nos chiffres. C'est pour ça que nous avons une année en forte croissance.

Comment avez-vous fait face à la crise du Covid ?

Assez sereinement. Nous n'avons pas paniqué, pas fermé de bureaux. Nous avons la volonté de régler nos fournisseurs à la fin mars, il fallait donc que nos équipes financières, compatibilité puissent être à l'œuvre. Nous avons géré cette période avec une réorganisation quotidienne, une volonté de faire avancer les choses et de continuer notre activité.

« C'est plutôt 2021 qui sera impactée »

Quel a été l'impact sur votre activité ?

Nous aurons une année qui subira un trimestre de décalage par rapport à

une année classique. Nous avons fait 600M€ de CA, mais nous avons un volume d'affaires de 1, 3 milliard, qui regroupe les opérations vendues et notre portefeuille d'activités de 773M€, avec des permis déjà obtenus et purgés. Pour plus de 60 %, les opérations seront mises en chantier en 2020, 89 opérations à développer.

2020 sera donc une année avec un nouvel accroissement pour vous ?

Nous continuerons à accroître notre chiffre d'affaires, même s'il y a eu un décalage de trois mois. Nous avons un métier de promotion immobilière avec une période de latence d'un an entre la signature de la promesse de vente et le lancement du chantier. C'est plutôt 2021 qui sera impactée. On a un métier à retardement par rapport à d'autres. Quelle problématique craignez-vous ?

C'est la fermeture des services administratifs qui ne nous ont pas délivrés de permis de construire pendant trois mois et demi. Ça va nous faire un trou dans la raquette en 2021. Il y avait une crise du logement, le Covid n'a rien arrangé, la crise s'est accentuée. Avec les nouvelles municipalités en place ou qui vont l'être après le 28 juin, la priorité va être d'accélérer la construction et les délivrances de permis de construire.

« Nous demandons zéro argent public pour relancer le secteur »

Vous êtes justement chargé d'un rapport au Gouvernement sur cette question ?

2, 5 millions de personnes attendent un logement social dans notre pays, 4, 5 millions de personnes sont mal logées. Dans une métropole comme Lyon, les gens n'arrivent plus à se loger car l'immobilier est beaucoup trop cher et il en manque cruellement. Il va falloir créer un choc d'offres. C'est l'objet de l'appel lancé l'année dernière aux maires bâtisseurs, mais aussi maintenant des propositions que je vais remettre dans les prochains jours au ministre et au Président de la République pour un plan de relance massif dans la construction et dans l'immobilier au général. Qu'attendez-vous des pouvoirs publics ?

Nous demandons zéro argent public pour relancer le secteur. La seule chose que l'on demande, c'est le raccourcissement des délais. Nous proposons 12 mesures au ministre et au Président, qui tourne autour du raccourcissement. Nous sommes en moyenne sur entre 13 et 15 mois pour avoir un permis de construire et lancer les travaux, il faut diminuer de moitié pour rattraper le temps perdu. Le délai pour les recours des tiers est de deux mois par exemple, on demande à le ramener à un mois.

On n'a pas le choix, il faut réduire les délais pour faire repartir la machine, c'est ce qui permet de pouvoir réaccélérer, remettre les chantiers le plus vite possible et que des logements soient plus vite construits. On perd aujourd'hui trop de temps au niveau administratif.

611M€

Le chiffre d'affaires 2019 de Alila.  
En hausse de 26 % par rapport à 2018.



Hervé Legros est le PDG de Alila. Photo

Progrès /DR